



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

SAGA | Sécurité alimentaire: une agriculture adaptée

NOTE POLITIQUE

Mars 2022

État des lieux des politiques, études et projets relatifs à L'ADAPTATION DES SECTEURS AGRICOLES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN HAÏTI



Un peu de contexte

En tant que signataire et Partie prenante de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et aux deux instruments connexes que sont le Protocole de Kyoto et l'Accord de Paris, Haïti souligne sa détermination et son engagement à mener des actions d'adaptation et d'atténuation de l'impact des changements climatiques en faveur des moyens d'existence de sa population. Le pays est également concerné par l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture, discussions mises en place lors de la vingt-troisième Conférence des Parties (COP23) de la CCNUCC pour progresser sur le thème spécifique de l'agriculture.

Ces engagements internationaux ont incité le Gouvernement d'Haïti à développer des mesures visant l'adaptation aux changements climatiques, notamment à travers la rédaction et l'implémentation de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) et de son Plan national d'adaptation (PNA).

Avec l'objectif d'appuyer les deux processus politiques que sont le PNA et la CDN et dans le cadre du projet «Sécurité alimentaire: une agriculture adaptée» (SAGA), la FAO a dressé un état des lieux du processus d'adaptation des secteurs agricoles en Haïti. La présente note en résume les principales conclusions.

À destination première des acteurs gouvernementaux, l'état des lieux des politiques, études et projets relatifs à l'adaptation des secteurs agricoles constitue un outil pour la planification de l'adaptation, de la mise en œuvre du Plan national d'adaptation (PNA) et de la révision de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) d'Haïti.

En réalisant l'analyse des efforts passés et en cours aux niveaux institutionnel, de la recherche et de la société civile, cet état des lieux souligne aussi bien les réussites que les lacunes, et identifie ainsi des pistes d'orientation pour les projets d'adaptation à venir. La méthodologie utilisée s'appuie sur une revue documentaire ainsi que sur un processus de consultation mené auprès des acteurs clés impliqués dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques en Haïti.

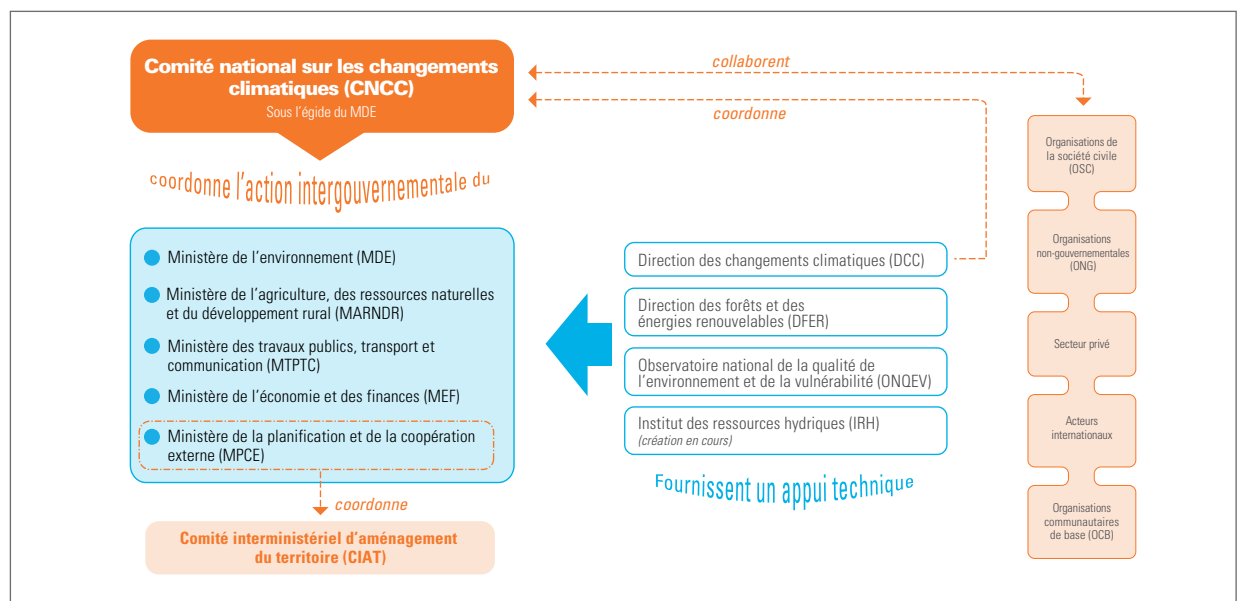


Figure 1. Gouvernance institutionnelle pour la planification de l'adaptation des secteurs agricoles aux changements climatiques

ÉTAT DES LIEUX DES PROCESSUS INSTITUTIONNELS POUR L'ADAPTATION DES SECTEURS AGRICOLES

La gouvernance de l'adaptation aux changements climatiques en Haïti est assurée par le Comité national sur les changements climatiques (CNCC). Placé sous l'égide de la Direction des changements climatiques (DCC), un organe constitutif du Ministère de l'environnement (MDE), le CNCC coordonne l'action interministérielle pour l'adaptation d'Haïti aux changements climatiques à travers un processus participatif faisant intervenir des acteurs gouvernementaux, de la recherche, de la société civile et du secteur privé. Le CNCC participe à la définition de la stratégie d'adaptation d'Haïti, qui est actuellement régie par divers plans d'action nationaux. Les secteurs agricoles sont régulièrement abordés dans ces plans et sont plus spécifiquement considérés dans le Plan d'action national pour l'adaptation et, plus récemment, dans la Politique et stratégie nationales de souveraineté, sécurité alimentaire et de nutrition en Haïti (PSNSSANH), validée en décembre 2020 par le gouvernement.

Malgré des efforts de structuration des mécanismes de planification de l'adaptation, l'opérationnalisation des politiques publiques en matière de planification et de coordination de l'adaptation aux changements climatiques est ralentie par l'instabilité politique, les catastrophes naturelles, l'insécurité, les restrictions due à la COVID-19 et une faible disponibilité des ressources financières requises.

ÉTAT DES LIEUX DES CONNAISSANCES ET PROJETS EN LIEN AVEC L'ADAPTATION DES SECTEURS AGRICOLES

Les études s'étant intéressées à l'impact des changements climatiques ont dressé un état des lieux complet des facteurs de vulnérabilité des secteurs agricoles d'Haïti aux échelles nationale et régionale. Pour la planification de l'adaptation, la faible précision voir l'absence de mécanismes de collecte de données climatiques reste toutefois un obstacle au suivi régulier des évolutions climatiques et à l'évaluation précise des enjeux à échelle locale. Lorsqu'elles existent, les données climatiques sont également difficilement accessibles, en raison notamment de l'absence d'un organisme les centralisant.

Concernant les actions de renforcement des capacités de la société civile, une trentaine de projets et programmes d'appui à l'adaptation des secteurs agricoles, mis en œuvre par des acteurs internationaux et gouvernementaux, ont été recensés. Ces projets englobent majoritairement des actions de sensibilisation aux enjeux environnementaux et vulgarisation agricole, ainsi que des activités de fourniture de matériel et construction d'infrastructures. Bien qu'ils interviennent à échelle très localisée, ils apportent un soutien indispensable au processus d'adaptation et peuvent également appuyer la documentation des enjeux locaux et l'identification de bonnes pratiques pour accompagner le changement vers une agriculture résiliente. L'enjeu principal demeure d'assurer une coordination entre les activités d'une large diversité d'acteurs internationaux engagés dans les zones rurales d'Haïti, ainsi que l'inscription de leurs activités dans les

cadres d'action climatique définis par le gouvernement. À nouveau, il faut souligner comme obstacle à ces deux objectifs un déficit dans la collecte et le partage des données portant cette fois sur les résultats et leçons apprises des projets de renforcement des capacités adaptatives des producteurs(trices).

ÉTAT DES LIEUX DES PRATIQUES D'ADAPTATION DANS LES SECTEURS AGRICOLES

L'état des lieux dresse également la liste des principales pratiques d'adaptation actuellement mises en place par les acteurs de la société civile et les producteurs(trices) et des besoins prioritaires pour accélérer l'adaptation des secteurs de la production agricole, de la foresterie, de la pêche et aquaculture et de l'élevage. Dans tous les secteurs mentionnés, une intensification des actions de renforcement des capacités et de sensibilisation et d'information sur les changements climatiques à l'échelle nationale sont nécessaires pour impliquer les acteurs des secteurs agricoles dans le processus d'adaptation.

Pour les **cultures végétales**, la plupart des stratégies mises en oeuvre s'appuient sur l'adoption de pratiques en lien avec:

- la diversification des cultures;
- la protection des sols (lutte antiérosive, restauration de la fertilité des sols, agroforesterie, etc.).

Face à l'augmentation des températures moyennes et à la mauvaise répartition des pluies affectant les saisons agricoles depuis plusieurs années, l'utilisation de cultures et variétés climato-résilientes apparaît comme un changement indispensable, qui demeure encore peu développé en Haïti. Une autre pratique prioritaire à diffuser est la conservation et la bonne gestion de l'eau,

tant pour l'alimentation humaine et animale que pour l'irrigation des cultures et l'aquaculture.

Le **secteur forestier** est concerné par d'importants enjeux en Haïti où le gouvernement peine à endiguer la déforestation. Aujourd'hui encore, les ressources ligneuses sont fortement exploitées par les populations haïtiennes, qui en dépendent notamment pour leur production d'énergie de cuisson. Si diverses actions de reboisement et d'afforestation ont été mises en place, l'absence de mise en œuvre de politiques nationales régulant l'utilisation des ressources forestières ne permet pas d'entamer des efforts concrets vers une gestion durable de ces dernières.

De même que pour le secteur forestier, l'adaptation du **secteur de la pêche** dépend en grande partie du développement et de l'application de cadres législatifs régulant la pression sur les ressources halieutiques.

Enfin, concernant le **secteur de l'élevage**, les difficultés relevées concernent des obstacles techniques ainsi que des réticences des éleveurs à adopter de nouvelles pratiques, en particulier la production et la conservation du fourrage, la gestion de l'eau et la construction d'abris de protection des animaux. Des progrès sur ces points pourraient être obtenus grâce à un encadrement technique et financier renforcé.

RECOMMANDATIONS SUR LES ACTIONS PRIORITAIRES

À travers un travail de recherche documentaire et des consultations menées auprès d'acteurs divers, l'état des lieux des politiques, études et projets relatifs à l'adaptation des secteurs agricoles dresse le bilan des besoins prioritaires à entreprendre pour renforcer la résilience des producteurs(trices). L'encadré présenté à la page suivante résume les principales recommandations identifiées.



Au niveau institutionnel, il est proposé:

- le renforcement des capacités des ressources humaines des services concernés du Ministère de l'environnement et du Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural sur les techniques d'adaptation des secteurs agricoles aux changements climatiques mais également sur la planification, le suivi et l'évaluation du processus d'adaptation;
- le renforcement et la dynamisation de la CNCC, dont le groupe «Agriculture», afin qu'elle joue efficacement son rôle régalien de coordination et d'orientation des acteurs pour une meilleure synergie et complémentarité des interventions;
- la formulation et la mise en œuvre d'une politique forestière adaptée aux enjeux du pays;
- la convergence des efforts en matière de réduction des risques environnementaux et catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques;
- le renforcement de la coopération avec les organismes internationaux et non-gouvernementaux engagés en Haïti pour favoriser une action coordonnée sur le territoire, ainsi que le recensement des projets en place et de leurs résultats;
- la mobilisation de ressources financières pour la mise en œuvre des actions prévues dans le PNA.

Au niveau de la production de connaissances, il est proposé:

- le renforcement des systèmes de collecte et de diffusion d'informations climato-météorologiques et d'alerte précoce;
- le renforcement de la recherche sur l'adaptation des secteurs agricoles aux changements climatiques, en particulier sur la sélection et les déterminants de l'adoption de variétés et pratiques climato-résilientes.

Au niveau des producteurs(trices) exploitant les secteurs agricoles, il est proposé:

- le renforcement des capacités des exploitants des secteurs agricoles (agriculture, élevage, foresterie, pêche) sur les techniques d'adaptation aux changements climatiques en capitalisant sur les pratiques d'adaptation déjà adoptées en milieu rural;
- l'amélioration de l'accès aux technologies adaptées aux changements climatiques, notamment aux variétés, pratiques et races adaptées ainsi qu'aux services d'information climatique;
- l'amélioration de l'accès des producteurs(trices) à des mécanismes financiers comme l'épargne et le crédit pour favoriser l'adoption de pratiques adaptées et le développement d'activités commerciales diversifiées;
- la mise en place et l'accompagnement de communautés de pratique sur l'adaptation des secteurs agricoles aux changements climatiques afin de renforcer l'échange d'expérience entre différents acteurs;
- la création de mécanismes de vulgarisation des connaissances sur les impacts des changements climatiques et les stratégies d'adaptation, en s'appuyant sur les médias nationaux et locaux.

Pour plus d'informations sur le processus de planification de l'adaptation en Haïti:

Ministère de l'environnement
info@mde.gouv.ht

Pour plus d'informations sur le projet SAGA:

Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture

Fabien Tallec Fabien.Tallec@fao.org
Jean Rival Jean.Rival@fao.org
Awa Mbodj Awa.Mbodj@fao.org

www.fao.org/in-action/saga/fr



Un partenariat technique et financier avec

Québec



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO